

# Lorsque la misère rêve de profit

Qui a dit que le capitalisme pouvait longuement s'accommoder de «régulation» ou de tout autre contre-pouvoir ? Il a fait le dos rond quelque temps après la crise des subprimes, il a supplié ses centres de commandement politique pour obtenir l'argent nécessaire pour sauver les banques, avant de reprendre de plus belle ses mauvaises habitudes et de les afficher au grand jour, au mépris de ses nombreuses victimes. Profits bancaires insolents, bonus des traders, stocks options, retraites dorées et spéculation effrénée reprennent de plus belle.

Le système se veut plus que jamais optimal dans sa version spéculative, pour les seuls possédants.

Que reste-t-il de la crise et quelles leçons en seront tirées pour l'avenir ? Apparemment, ce ne sont pas les bonnes leçons qui sont toujours relevées.

Le dernier rapport Perspectives économiques de l'OCDE (\*) se veut rassurant pour l'avenir : la croissance du PIB a été négative ou catastrophique en 2009, elle sera moyenne en 2010 et repartira vers la hausse à partir de 2011. Ce faisant, l'OCDE reporte d'une année les prévisions de reprise initialement prévues par le FMI.

Cette respectable publication constitue, de l'avis des connaisseurs, l'espace le mieux indiqué de l'expertise bourgeoise pour la définition d'une stratégie globale. En cela, elle est un bon indicateur de ce que mijotent les maîtres du monde pour leurs sujets.

L'idée, d'apparence consensuelle, émise par l'éditorialiste du rapport, Jorgen Elmeskov, est de

«préparer la sortie» (sous-entendu : de crise).

Cette sortie de crise à moyen terme – et pas avant – est toutefois conditionnée par de nouvelles réductions des déficits publics et une plus grande flexibilité du marché du travail.

En matière de déficits publics, l'OCDE préconise des dispositions qui, tout en étant «importantes la plupart du temps et parfois radicales», gagneraient à être «mises en œuvre à un rythme qui ne nuise pas à la reprise». Doucement, mais sûrement, donc.

Comment réduire les déficits publics ? Plus exactement, quelles dépenses publiques sont visées ou concernées ici sous le vocable de «réformes» ? Comme si «réformer» signifie désormais mettre «hors d'usage» et non plus «mettre à jour» ou «rendre mieux fonctionnel». Sont ciblés, à ce titre, les «systèmes de pension et de santé», puis les impôts qui doivent être réduits, enfin le secteur public dont il faut améliorer l'«efficacité en maintenant ses réalisations tout en réduisant ses ressources» : toujours plus de résultats et de performances avec de moins en moins de moyens.

Le second axe d'effort recommandé vise le marché du travail, déjà fortement déréglementé, précarisé, à la faveur des démantèlements sociaux qui ont partout accompagné les thérapies néolibérales. A ce propos, ce qui est explicitement préconisé augure de lendemains qui déchantent de plus en plus : «A mesure que la reprise progressera, les mesures d'urgence (régimes d'indemnisation du chômage partiel, par exemple) devront être pro-

gressivement supprimées, car leur maintien affaiblirait la capacité de production de l'économie (...) Les dispositifs favorisant la réduction du nombre d'heures travaillées, qui ont été très utiles pour amortir le chômage en période de récession, doivent aussi être suivis de près par crainte qu'ils ne se pérennisent. Des contre-incitations suffisantes doivent être en place pour dissuader les employeurs et les salariés de recourir à ce type de dispositifs en temps normal.»

Voilà qui autorise plus d'un tenant de l'ordre établi à crier victoire. Un peu moins d'un an avant la crise, le milliardaire Warren Buffett pérorait : «Il y a une guerre des classes (class warfare), c'est vrai, mais c'est ma classe, celle des riches, qui mène cette guerre, et c'est nous qui la gagnons» (\*\*).

Si, pour l'immédiat, Warren Buffett peut se rassurer quant à l'issue, nécessairement favorable, de cette guerre, il semble de plus en plus évident que c'est paradoxalement auprès de ses adversaires, des pauvres, que le capitalisme trouve meilleur accueil ou refuge.

Les classiques y voyaient de nouveaux débouchés, un espace de moindre développement propice au maintien des taux de profit. L'idée revient à la social-démocrate allemande Rosa Luxembourg et date déjà du début du siècle dernier. Nous sommes globalement sous le régime des pauvres au service du capitalisme.

Si on n'a jusque-là pas encore pensé au contraire – ou osé le faire, c'est désormais chose faite depuis cette semaine. «Le capitalis-

me au secours des pauvres», titrait récemment Philippe Escande, éditorialiste aux *Echos*, le quotidien parisien de l'économie et des finances (\*\*\*).

«Alors qu'en France, on prépare déjà en grande pompe l'enterrement du libéralisme, coupable de nous avoir plongés dans une crise séculaire, à l'autre bout de la planète, on compte sur lui et sur ses méthodes pour sortir des gens de la misère», souligne-t-il, inspiré par les écrits du chercheur américain d'origine indienne, C. K. Prahalad, dont le titre de l'ouvrage est, de prime abord, une relecture idéologique de ses classiques : *The fortune at the bottom of the pyramid : eradicating poverty through profits* - La fortune à la base de la pyramide : éradiquer la pauvreté par le profit (\*\*\*\*).

C'est en quelque sorte un replay de Marie-Antoinette : vous n'avez pas de pain pour vous nourrir, mangez des brioches !

Pour populariser le concept de «base de la pyramide» en 2004, C. K. Prahalad s'intéresse au sort des quelque 4 milliards d'individus qui vivent dans le monde avec moins de 5 dollars par jour selon la Banque mondiale.

C. K. Prahalad commence son livre avec une proposition simple qui se veut révolutionnaire : si nous cessons de penser les pauvres comme des victimes ou comme un fardeau et commençons à les identifier comme entrepreneurs souples et créatifs et comme consommateurs conscients des valeurs, un nouveau monde d'opportunités s'ouvrira.

Prahalad suggère que quatre milliards de pauvres

puissent être le moteur du prochain round du commerce global et de la prospérité et peut être une source d'innovations. Servir les clients du bas de la pyramide exige que les grandes entreprises fonctionnent en collaboration avec des organisations de la société civile et des gouvernements locaux. En outre, le développement du marché au bas de la pyramide créera également des millions de nouveaux entrepreneurs au niveau de la base.

L'approche du bas de la pyramide de Prahalad vise à reconsidérer et à changer les convictions, suppositions, et idéologies qui pensent les pauvres comme victimes et fardeau. Ils ne le seraient pas car ils constituent un marché viable, ils sont très conscients des marques, ils sont connectés (téléphones portables, TV, Internet). Et sont très ouverts à la technologie de pointe.

L'idée, remise au goût du jour, est de dédouaner le système de toute responsabilité et de démontrer que le développement du marché et l'implication des entreprises sont bien plus efficaces pour lutter contre la pauvreté, que l'entraide ou la solidarité, des vertus souvent traduites en termes d'assistance ou de don. Une sorte de réchauffé d'Adam Smith, qui dès le XVIII<sup>e</sup> siècle préconisait marché, liberté et intérêt individuel comme moteurs du progrès et de la création de richesses.

Philippe Escande croit pouvoir déceler deux postulats derrière cette approche : «Le premier est économique.

En concevant des produits adaptés et accessibles financièrement aux plus



Par Ammar Belhimer  
ambelhimer@hotmail.com

pauvres, les entreprises s'ouvrent un marché considérable tout en réduisant l'injustice flagrante qui veut qu'aujourd'hui, les plus démunis payent leur eau, leur crédit ou leur médicaments dix à cent fois plus cher que les riches. Le deuxième est moral. Transformer un assisté en consommateur, c'est lui rendre sa liberté, sa dignité et l'estime de lui-même.»

Réduit à ses derniers retranchements en son centre, l'Occident concède chez lui du collectif qu'il refuse à des milliards de personnes transformées en consommateurs individuels.

Warren Buffett a alors raison de le répéter : c'est la classe des riches qui mène la guerre des classes et c'est elle qui gagne. Pour l'instant.

A. B.

(\*) Perspectives économiques de l'OCDE, n° 86, novembre 2009.

(\*\*) *New York Times*, 26 novembre 2006.

(\*\*\*) *Les Echos*, 2 décembre 2009.

(\*\*\*\*) C. K. Prahalad, *The fortune at the bottom of the pyramid : eradicating poverty through profits*, éd. Wharton Publishing, 2004.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr  
laalamhakim@hotmail.com  
hlaalam@gmail.com

## Dormez tranquilles, le comité veille !

Tourisme. L'Egypte offre des séjours entièrement gratuits dans ses meilleures stations et hôtels aux ressortissants des pays suivants :

Angleterre, Etats-Unis et Slovaquie.

Face à l'immobilisme stupéfiant des autorités sanitaires de notre pays, nous nous sommes organisés. Dans notre quartier. Un comité a été mis sur pied en un tour de mains, préalablement lavées au savon et à la lotion alcoolisée. Notre comité a un nom compliqué, mais il veut dire ce qu'il veut dire : comité de vigilance, de surveillance et de traque du virus de la grippe A. Il ne s'agit pas d'un comité d'opérette, créé pour la circonstance, juste pour amuser la galerie. Non ! Notre comité, c'est du sérieux. Ainsi, il est subdivisé en sections de choc. Il y a la section «Repérages». Par roulements et systèmes de permanence tournante, les habitants de chaque immeuble du quartier sont chargés des écoutes. Ecouter quoi ? Mais ceux qui tousseraient ou éternueraient en douce, dans leurs appartements, sans en aviser le comité. Une fois le ou les contrevenants identifiés, intervient alors la section «Marquage». Les portes des domiciles des «tousseurs» et autres «éternueurs» sont marquées d'une croix blanche, à la peinture, bien sûr, pas à la craie. Ensuite, c'est la section «Délation» qui prend le relais. Elle se charge d'appeler de manière anodine et en PCV les pompiers, le Samu ou la fourrière municipale afin qu'ils procèdent au retrait de la circulation des éléments infectés. Mais cette organisation, aussi pointue fut-elle, n'est pas infaillible. Au fil des jours, le comité s'est rendu compte que des «infectés»

usaient de ficelles, de pratiques vachement déloyales pour échapper à notre vigilance. Je n'en veux pour preuve que ce voisin qui a entrepris en catimini des travaux d'insonorisation de son appartement. Le gus pensait pouvoir ainsi tousser sans alerter le voisinage. Il ne savait pas, le pauvre bougre, que dans notre comité siège le quincailleur chez qui il est allé s'approvisionner en matériaux isolants et insonorisants, comme le bois, le liège et les joints de fenêtre. Très actif au sein de la section «Traque», notre quincailleur a aussitôt donné l'alerte et la porte du contrevenant a été taguée comme il se doit. D'ailleurs, nous ne comptons pas en rester là dans l'organigramme de notre comité. Face à l'ingéniosité des fraudeurs à la grippe A, ceux qui veulent absolument passer entre les mailles du filet ténu de notre vigilance devenant de plus en plus développée, nous aussi avons réfléchi à des parades de plus en plus fulgurantes. Ainsi, une section toute fraîche vient d'être mise sur pied. «La Patrouille», c'est son nom. Elle s'occupe de faire la tournée des buralistes, des pharmaciens, des épiciers et des petits revendeurs du quartier. Elle doit répertorier auprès d'eux tous les achats de paquets de mouchoirs en papier et l'identité exacte des acheteurs. Nous ne devons rien laisser au hasard. Car on ne nous la fait pas à nous, membres du comité. Toute personne achetant des Kleenex est potentiellement coupable. Dans le jargon médical, on appelle ça le principe de précaution. Et au comité, nous sommes extrêmement précautionneux. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com

